

# Perspectives régionales : Proche-Orient et Afrique du Nord

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances dans les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail général. Compte tenu de la diversité qui existe entre les régions, le but de ces synthèses n'est pas de comparer la situation de l'une à l'autre mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et les nouvelles tendances qui s'en dégagent, et en reliant ces dernières avec les principaux messages émanant des *Perspectives*. Les évaluations comparent généralement le point final de la période de projection des *Perspectives* (2032) avec la période de référence de 2020-22. La région Asie-Pacifique, vaste et hétérogène, fait l'objet de deux synthèses distinctes : d'un côté, l'Asie développée et de l'Est ; de l'autre, l'Asie du Sud et du Sud-Est.

Les systèmes agricoles et alimentaires du monde entier ont connu ces dernières années de nombreuses perturbations : d'abord celles causées par la pandémie de COVID-19, puis celles liées à la guerre de la Russie contre l'Ukraine. La flambée des prix des produits alimentaires qui a suivi a, dans de nombreuses régions, eu des conséquences sur l'accessibilité financière de ces produits et la sécurité alimentaire. Les synthèses régionales ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces perturbations mais reflètent les dernières projections macroéconomiques en date, à l'heure où le monde commence à sortir de ces difficultés. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles qui devraient sous-tendre les *Perspectives* sur le moyen terme, en supposant que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des produits destinés à l'alimentation (humaine et animale) et des carburants s'estomperont peu à peu, étant entendu que plusieurs incertitudes demeurent.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges figurant dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe fournissant des graphiques et tableaux de même type décrivant les principaux aspects des projections de la région.

## Contexte

### *Une dépendance croissante aux importations du fait d'une offre fondamentalement limitée*

La région Proche-Orient et Afrique du Nord<sup>1</sup> comprend tout un éventail de pays aux profils socioéconomiques et de revenus hétérogènes. Un grand nombre d'entre eux connaissent des difficultés similaires en ce qui concerne l'environnement de la production agricole et la fragilité du stock de ressources naturelles. Dans cette région, moins de 5 % de la superficie totale des terres est considérée comme arable et les ressources hydriques sont limitées, de sorte que la plupart des pays connaissent un manque d'eau. Dans plusieurs pays, la situation à cet égard est dramatique. En 2020, 19 États arabes sur

22 se trouvaient en dessous du seuil de rareté des ressources en eau renouvelables (fixé à 1 000 m<sup>3</sup> par habitant et par an), et 13 en dessous du seuil de rareté absolue d'eau (fixé à 500 m<sup>3</sup> par habitant et par an) (UN WWDR, 2022<sup>[7]</sup>). La région est également l'une des plus vulnérables au changement climatique du fait de son climat aride et de ses ressources hydriques déjà limitées.

Parmi son éventail de pays moins avancés et d'économies à revenu élevé et intermédiaire, la région comprend un grand nombre de pays du Golfe exportateurs de pétrole dont l'économie est intrinsèquement liée aux marchés de l'énergie. Les revenus générés par le pétrole impliquent que cette ressource peut avoir un impact important sur l'évolution de la demande. À cet égard, l'instabilité qui a caractérisé le marché de l'énergie ces dernières années a eu d'énormes répercussions sur le niveau des revenus. La région a été l'une des plus touchées économiquement par la pandémie de COVID-19 et son revenu par habitant a diminué de plus de 7 % en 2020, avant de regagner modestement moins de 2 % en 2021. En 2022, le niveau élevé du cours du pétrole a donné une nouvelle impulsion, et la hausse s'est accélérée, pour atteindre 3.3 %. La sensibilité aux fluctuations du marché de l'énergie qui caractérise la région implique que cette dernière continuera sans doute d'être en proie à une grande instabilité sur le court terme – tant que la guerre en Ukraine se poursuivra –, mais les prix de l'énergie en 2032 devraient être inférieurs aux niveaux de 2022. Les perspectives à moyen terme seront également influencées par la complexité grandissante de l'environnement mondial, et la croissance des revenus par habitant devrait tourner autour de 1.7 % par an en moyenne au cours de la prochaine décennie. Il est donc peu probable qu'elle constitue un moteur important de la demande, ce qui est un aspect préoccupant dans une région où une alimentation saine est financièrement inaccessible pour plus de la moitié de la population (CESAO, FAO, IFAD, UNICEF, PMA et OMS, 2022<sup>[8]</sup>).

La croissance démographique, qui joue un rôle important dans l'évolution de la demande, ne devrait ralentir que modérément, de 22 % au cours de la précédente décennie à 20 % dans les dix ans à venir. Ce taux de croissance, le deuxième plus élevé derrière celui de l'Afrique subsaharienne, portera la population de la région à plus de 510 millions de personnes en 2032. Les deux tiers environ de cette population devraient vivre en milieu urbain, ce qui pourrait encourager la consommation de produits de plus grande valeur, y compris de viande et de produits laitiers, mais aussi de produits prêts à l'emploi contenant souvent de grandes quantités d'huile végétale et de sucre.

La région est l'une des plus grosses importatrices nettes de produits alimentaires au monde, en grande partie à cause de son environnement de production difficile, dû à ses ressources naturelles limitées. Son taux d'autosuffisance est faible pour la plupart des produits, mais particulièrement pour les céréales, les huiles végétales et le sucre (Graphique 2). Sa forte dépendance aux importations signifie en outre que les difficultés de ces trois dernières années dans le domaine des échanges ont eu un impact majeur sur la région. Les problèmes logistiques et la forte hausse des coûts de transport liés à la pandémie de COVID-19, ainsi que les fragilités des systèmes d'échanges mondiaux mis au jour à cette occasion, ont été encore aggravés par la guerre en cours dans la région de la mer Noire. La région est depuis longtemps très dépendante de la Russie et de l'Ukraine pour son approvisionnement en blé. Les perturbations initiales des échanges ont été quelque peu atténuées par l'accord sur les céréales qui a permis à l'Ukraine de reprendre ses exportations, mais les volumes sont beaucoup plus faibles qu'avant et la région a été contrainte d'importer de grandes quantités depuis d'autres pays. Le prix élevé des céréales importées – tiré encore vers le haut par la dépréciation des monnaies dans de nombreux pays de la région non exportateurs de pétrole –, combiné à la poussée inflationniste et à la crise du coût de la vie, ont nui à l'accessibilité financière des produits de base dans les pays à bas revenu et à la capacité à s'alimenter sainement dans l'ensemble de la région. Avec des dépenses alimentaires représentant en moyenne quelque 17 % du budget total des ménages – 33 % dans les pays les moins avancés –, les variations brutales des revenus et des prix peuvent avoir des répercussions importantes sur le bien-être<sup>2</sup>.

Afin de réduire la dépendance aux importations de céréales principales et, par conséquent, les vulnérabilités associées aux perturbations, les politiques publiques ont de tout temps cherché à stimuler

la production. Visant à atténuer les risques, ces politiques ont cependant freiné la croissance, car la culture de ces céréales est en concurrence avec d'autres végétaux de plus grande valeur pour l'utilisation des ressources hydriques peu abondantes. Par voie de conséquence, les ressources exploitables de la région, déjà limitées, ont été utilisées au maximum et, avec la hausse de la production de céréales, la disponibilité de produits frais de plus grande valeur a diminué. Or, ces produits auraient pu permettre d'améliorer la diversité de l'alimentation et de fournir un revenu plus élevé pour la même quantité – restreinte – de ressources. Le changement climatique reste un défi majeur et les conflits géopolitiques dans la région ont réduit encore les investissements et déplacé les populations, empêchant de ce fait l'augmentation de la production.

La part du PIB résultant du secteur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche est aujourd'hui de 5 % seulement et devrait reculer à 4 % en 2032. L'Égypte assure 25 % de la valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole de la région, tandis que les autres pays d'Afrique du Nord en représentent 51 % (18 % pour les PMA et 33 % pour les autres). Ces pourcentages devraient s'accroître et l'Afrique du Nord représentera presque 80 % de la valeur nette de la production agricole en 2032.

Dans un contexte où les revenus augmentent peu et où plusieurs pays sont engagés dans un conflit géopolitique, l'un des plus gros défis auxquels est confrontée la région est l'accessibilité de produits alimentaires abordables pour une population de plus en plus nombreuse. Compte tenu de la faible capacité de production et des ressources naturelles restreintes, la dépendance aux importations est inévitable, notamment dans une région fortement impactée par le changement climatique, raison pour laquelle le taux d'autosuffisance pour la plupart des principaux produits devrait continuer à baisser. Les importations contribuent de manière importante à la diversité de l'alimentation et la facilitation efficace des échanges peut permettre de se rapprocher de l'objectif d'éradication de la famine, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition à l'horizon 2030. Toutefois, dans un contexte de marché mondial de plus en plus instable et fragmenté ayant connu ces dernières années un nombre grandissant de graves perturbations, la mise en œuvre de politiques publiques et de pratiques d'achat adaptables et efficaces sera capitale pour assurer la sécurité alimentaire et améliorer la résilience. Soucieux d'atténuer leur vulnérabilité, de nombreux pays cherchent activement à diversifier leurs sources d'importation.

### **2.1.2. Production**

*L'amélioration de la productivité est requise de toute urgence pour faire face à un grave manque de ressources*

La dépendance de la région envers les marchés mondiaux devrait s'accroître au fil du temps (Graphique 1) du fait de l'augmentation estimée à 1.5 % par an de la production agricole, halieutique et aquacole, un pourcentage inférieur à celui de la précédente décennie ainsi qu'à la croissance démographique annuelle (1.6 %). Les cultures des produits couverts dans les *Perspectives* représentent 40% de la valeur totale de la production, mais leur croissance de seulement 1 % par an en moyenne indiquent que cette part pourrait tomber à 38 % d'ici 2032. La production animale connaît un taux de croissance supérieur – 2.1 % par an – et sa part dans la valeur totale nette passera à 42 % d'ici 2032.

La pêche et l'aquaculture contribuent pour une part importante (21 %) à la valeur totale de la production agricole, mais leur progression de seulement 0.9 % par an est nettement plus faible que durant la précédente décennie, d'où une légère baisse de leur part du total (à 20 %) en 2032. Presque 70 % de la production halieutique et aquacole proviennent de la pêche pratiquée dans les zones côtières, mais les stocks halieutiques se raréfient, d'où un net ralentissement de l'activité au cours de la période de projection. Le secteur de l'aquaculture acquiert de plus en plus d'importance et a connu un développement de plus de 5 % par an au cours de la précédente décennie, l'Égypte en tête. Sa croissance devrait se ralentir pendant la période de projection, mais avec une progression de 2.4 % par an, le secteur devrait peser pour 33 % de la production totale en 2032.

Peu de changements sont attendus au regard de l'utilisation totale des terres agricoles, avec une progression de seulement 0.5 % sur dix ans. L'expansion se concentre dans les régions les moins avancées (principalement le Soudan et la Mauritanie) et presque la moitié des terres supplémentaires seront affectées au pâturage. Dans la plupart des pays de la région, les conditions ne sont pas propices à une production végétale de grande ampleur, mais plus de la moitié de l'ensemble des terres cultivées devrait en 2032 être consacrée à la production de céréales, soit un léger recul (de 2 %) par rapport aux niveaux actuels. Les céréales secondaires et le blé constituent l'essentiel de la production totale de céréales et représenteront respectivement 63 % et 35 % du total des terres affectées aux céréales en 2032.

Dans une région connaissant de graves restrictions en matière de terres arables et de ressources hydriques disponibles, l'amélioration de la productivité est capitale pour stimuler la croissance. Entre 2010 et 2019, la productivité totale des facteurs s'est accrue de seulement 1.2 % par an, principalement du fait d'un apport accru de capital<sup>3</sup>. La valeur générée sur un hectare de terre utilisée pour la production végétale s'est accrue régulièrement (de 0.8 % par an) pendant les dix ans écoulés et devrait progresser encore plus vite au cours de la prochaine décennie (de 1.2 % par an). Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est l'intensification : l'expansion de 1.5 Mha de la superficie totale récoltée est supérieure à celle de 1.2 Mha de la superficie cultivée. Le second est une amélioration considérable des rendements de la plupart des principales cultures. Ainsi, le rendement du blé devrait progresser de presque 1 % par an en moyenne pour atteindre 3 tonnes/hectare en 2032, soit presque 80 % de la moyenne mondiale. Celui des céréales secondaires devrait augmenter de 1.8 % par an, mais ne dépassera toutefois pas 44 % de la moyenne mondiale. L'augmentation annoncée des rendements sera due principalement aux progrès technologiques, l'utilisation d'engrais par hectare diminuant légèrement au cours de la période de projection.

La production de viande devrait s'accroître de presque 2.4 Mt d'ici 2032, principalement du fait de la volaille. La production de viande de volaille représente déjà 59 % du total, et son augmentation de 2.8 % par an portera sa part à 62 % en 2032. Selon les prévisions, celle de viande bovine et de viande ovine progressera plus lentement, respectivement de 1.9 % et 1.5 % par an. S'agissant de la viande ovine, cette hausse représente une accélération par rapport à la précédente décennie, et concernant la viande bovine, cela constitue un renversement de la tendance à la baisse observée jusqu'ici. La croissance des effectifs est plus lente que celle de la production – à la fois pour les bovins et les ovins –, ce qui coïncide avec les gains de productivité attendus.

Les émissions directes de GES liées au secteur de l'élevage progresseront dans la région de 6.8 % entre 2020-22 et 2032, ce qui contraste nettement avec les 28.0 % et 23.9 % d'augmentation prévus respectivement pour la production de viande et de produits laitiers. Ces écarts montrent clairement l'importance capitale des gains de productivité pour limiter les émissions. Les émissions imputables aux cultures devraient diminuer de 3.2 %, tandis que les émissions directes de l'agriculture augmenteront au total de 5.4 % d'ici 2032. La baisse historique des émissions de GES par rapport à la valeur unitaire de la production agricole devrait se poursuivre.

### **2.1.3. Consommation**

*Le manque d'accessibilité financière limite l'adoption de régimes alimentaires plus sains et plus variés*

Afin de promouvoir la sécurité alimentaire, les politiques publiques de la région ont généralement visé à encourager la consommation d'aliments de base à coup de subventions. Ces dernières années, ces politiques se sont ouvertes à l'intégration des produits d'origine animale. Bien qu'elles aient réussi dans un premier temps à améliorer la sécurité alimentaire, elles ont aussi contribué à perpétuer dans la région les régimes composés majoritairement d'aliments de base. De plus, le constat de ces dernières années est une nouvelle augmentation à la fois de la prévalence de sous-alimentation et du nombre de personnes

sous-alimentées. La pandémie de COVID-19 a accru ces tendances en 2020. Dans le contexte actuel de prix élevés, la région n'est pas parvenue à inverser ces tendances, et l'insécurité alimentaire s'est donc encore détériorée en 2021 malgré la hausse de la part des revenus consacrée à l'alimentation et la mise en place d'une série de mesures pour améliorer la sécurité alimentaire et accroître la résilience. En dépit de l'accélération de la hausse des revenus en 2022, la persistance de prix élevés dans l'alimentation et d'une inflation soutenue généralisée a eu pour effet de réduire encore l'accessibilité financière, et la quantité de calories disponibles a diminué.

D'ici 2032, la disponibilité totale en calories ne devrait progresser que légèrement – à 3 034 kcal/personne/jour – soit un peu moins que la moyenne mondiale. En tenant compte des estimations des déchets alimentaires des ménages, le nombre total de calories absorbées pourrait se situer aux alentours de 2 830 kcal/personne/jour. La faible progression enregistrée au cours de la période de projection est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la reprise économique tarde en longueur et les revenus ne dépasseront leur niveau d'avant la pandémie qu'en 2024. Ensuite, les prix élevés d'aujourd'hui entraînent une faible disponibilité en calories sur le court terme. Enfin, l'apport en calories reflète également une prise de conscience croissante sur la nécessité d'avoir une alimentation saine. Pour autant, il existe une grande hétérogénéité au sein de la région et l'influence relative de ces trois facteurs au regard du nombre de calories consommées sera variable selon les pays. Dans les PMA du Proche-Orient, la disponibilité en calories reste faible et devrait atteindre seulement 2 650 kcal/personne/jour, soit presque 15 % de moins que la moyenne mondiale (**Error! Reference source not found.**). Dans ces pays à plus faible revenu, la part des dépenses consacrées à l'alimentation est également plus élevée, ce qui signifie que la hausse récente des prix a un impact majeur sur la sécurité alimentaire.

Les projections pour le régime alimentaire moyen dans la région indiquent que 53 % des calories proviendront des céréales en 2032, soit nettement plus que la moyenne mondiale de 43 %. La situation est similaire en ce qui concerne la consommation de sucre : la part de la région dans l'apport calorique total lié au sucre sera de 9 %, alors que la moyenne mondiale est de 8 %. Le régime alimentaire type de la région, qui se compose majoritairement de féculents et de sucre, est riche en calories mais pauvre en nutriments, et il est souvent associé à une augmentation des cas de surpoids et d'obésité, ainsi que de diverses maladies chroniques comme le diabète. Parallèlement, la prévalence de la sous-alimentation, ainsi que du retard de croissance et du dépérissement chez les jeunes enfants, atteint un niveau élevé dans certains pays, en particulier ceux de revenu inférieur ou frappés par un conflit. Cela traduit une hétérogénéité entre les pays mais laisse aussi à penser que le « triple fardeau » de la malnutrition (dénutrition, surpoids et carence en micronutriments) représentera un défi majeur que les autorités publiques devront relever sur le moyen terme, avec pour solution essentielle la qualité nutritionnelle. Le problème est que l'accessibilité financière demeure un obstacle majeur à l'adoption d'une alimentation plus saine, de meilleure qualité.

Le niveau moyen de disponibilité en protéines dans la région devrait être de 84 g par jour en 2032, soit encore moins que pendant la période de référence. La baisse sera due en grande partie à la diminution de la consommation de protéines d'origine végétale, qui ne sera pas entièrement compensée par d'autres sources de protéines de meilleure qualité comme la viande et les produits halieutiques et aquacoles. La consommation par habitant de viande de volaille, de viande bovine et de la plupart des produits laitiers devrait s'accroître, mais généralement de moins de 1 % par an.

La croissance du secteur de l'élevage, en particulier celui de la volaille, entraînera une hausse de 15 % de l'utilisation des aliments pour animaux dans les dix ans à venir, mais les gains d'efficacité maintiendront le taux de croissance en deçà de celui de la production de viande. Des produits comme le maïs, l'orge et les tourteaux protéiques devraient représenter plus de 70 % du total de l'alimentation animale. La majorité des aliments pour animaux continueront d'être importés, et les importations de maïs passeront par exemple de 25 Mt pendant la période de référence à 30 Mt en 2032. Cette tendance est la conséquence

de politiques publiques privilégiant les cultures vivrières plutôt que les cultures fourragères, dans un environnement où le potentiel de production est très limité.

## Échanges

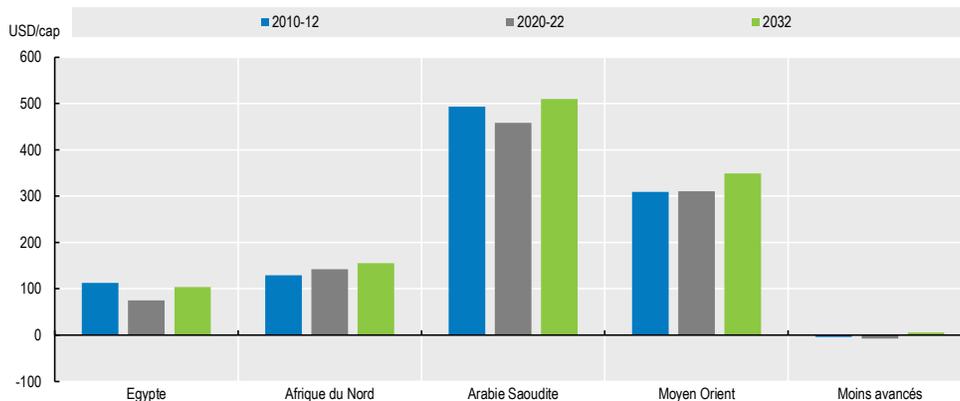
*La hausse des importations se poursuit pour la plupart des produits*

La région devrait devenir, au cours de la prochaine décennie, de plus en plus dépendante aux importations de produits alimentaires du fait de la combinaison d'une forte croissance démographique et de graves insuffisances au regard de la capacité de production. En 2032, la région devrait se positionner au deuxième rang mondial derrière l'Asie développée et de l'Est pour ses importations nettes de produits alimentaires, mais au premier rang lorsque ces importations sont ramenées au nombre d'habitants. C'est en Arabie saoudite et dans les autres pays du Moyen-Orient (dont les États du Golfe) que les importations de produits alimentaires par habitant sont les plus élevées (Graphique 1).

Au plus fort des défis économiques et logistiques suscités par la pandémie, la facture totale des importations de la région a baissé, en termes réels, entre 2019 et 2020. Après une légère augmentation en 2021, les importations ont progressé de presque 5 % en 2022 malgré les problèmes avec les acheminements en provenance de la région de la mer Noire, ce qui témoigne de la vigueur de la reprise économique dans le contexte du niveau élevé des cours du pétrole. Les importations devraient continuer de s'accroître en 2023, quoique plus lentement, sous l'effet de la cherté persistante des produits alimentaires et de la faible hausse des revenus. D'ici 2032, le coût des importations de la région aura augmenté de 30 % par rapport à la période de référence.

Les importations augmenteront pour presque tous les produits, quoique généralement plus rapidement pour la viande et les produits laitiers que pour les produits d'origine végétale. En 2032, les importations de la région conserveront des niveaux élevés et généralement croissants sur les marchés mondiaux d'un grand nombre de produits, dont le blé (26 %), le sucre (23 %) et le maïs (15 %). La région représentera en outre une part élevée des échanges mondiaux de viande ovine (34 %), de fromage (21 %) et de volaille (18 %) d'ici 2032. La région est une grande importatrice à l'échelle mondiale, mais dans la mesure où ses importations entrent pour une part substantielle dans la consommation intérieure, tout événement majeur survenant sur les marchés mondiaux ou nationaux a de larges répercussions sur la sécurité alimentaire au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

**Graphique 1. Valeur des importations nettes de produits alimentaires par personne de la région Proche-Orient et Afrique du Nord (produits transformés inclus)**

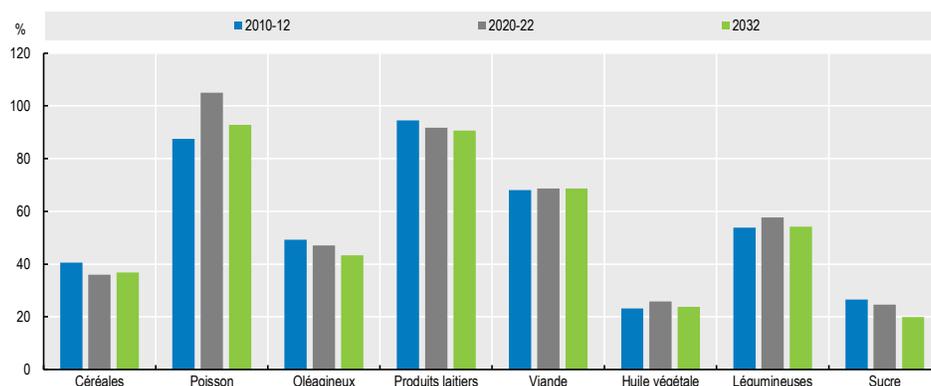


Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Indices commerciaux » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation. Les produits transformés, habituellement absents des variables étudiées dans les Perspectives, sont également pris en compte dans les valeurs du total des échanges. Les valeurs des échanges sont exprimées en USD constants de 2014-16 et les valeurs des échanges pour la pêche (non disponibles dans l'indice du commerce FAOSTAT) ont été ajoutées sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/a42t10>

## Graphique 2. Ratio d'autosuffisance de certains produits de la région Proche-Orient et Afrique du Nord

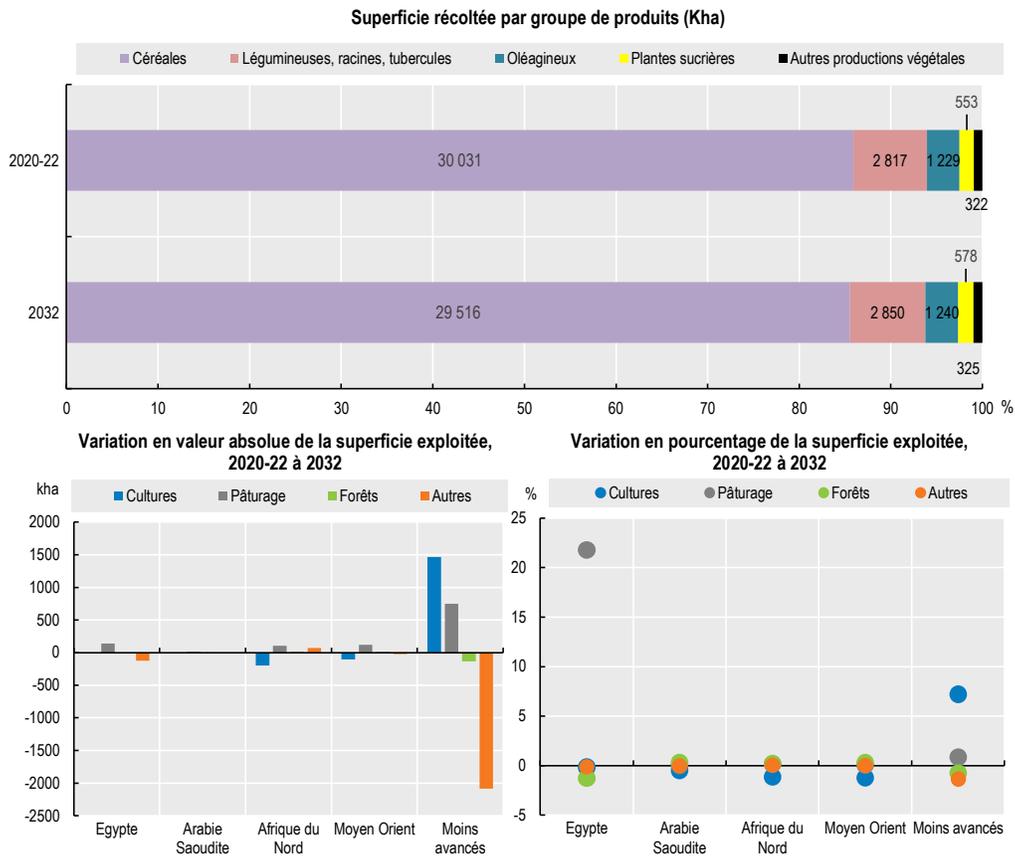


Note : on obtient le ratio d'autosuffisance en rapportant la production à la somme de la production et des importations diminuée des exportations, le tout multiplié par 100.

Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/3lmku1>

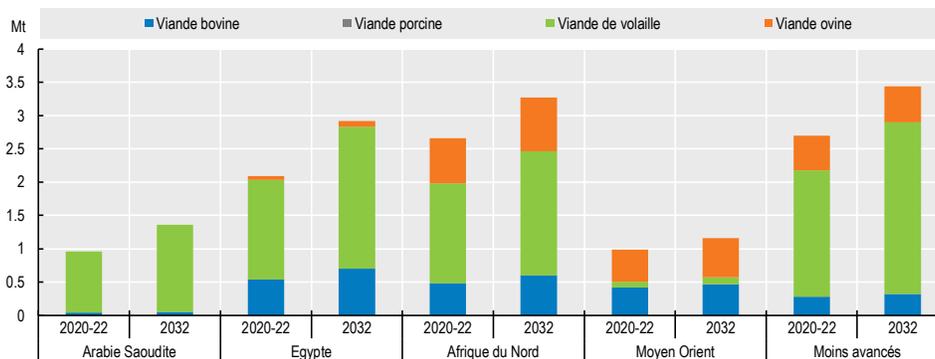
**Graphique 3. Évolution de la superficie récoltée et de l'utilisation des terres de la région Proche-Orient et Afrique du Nord**



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/39b1am>

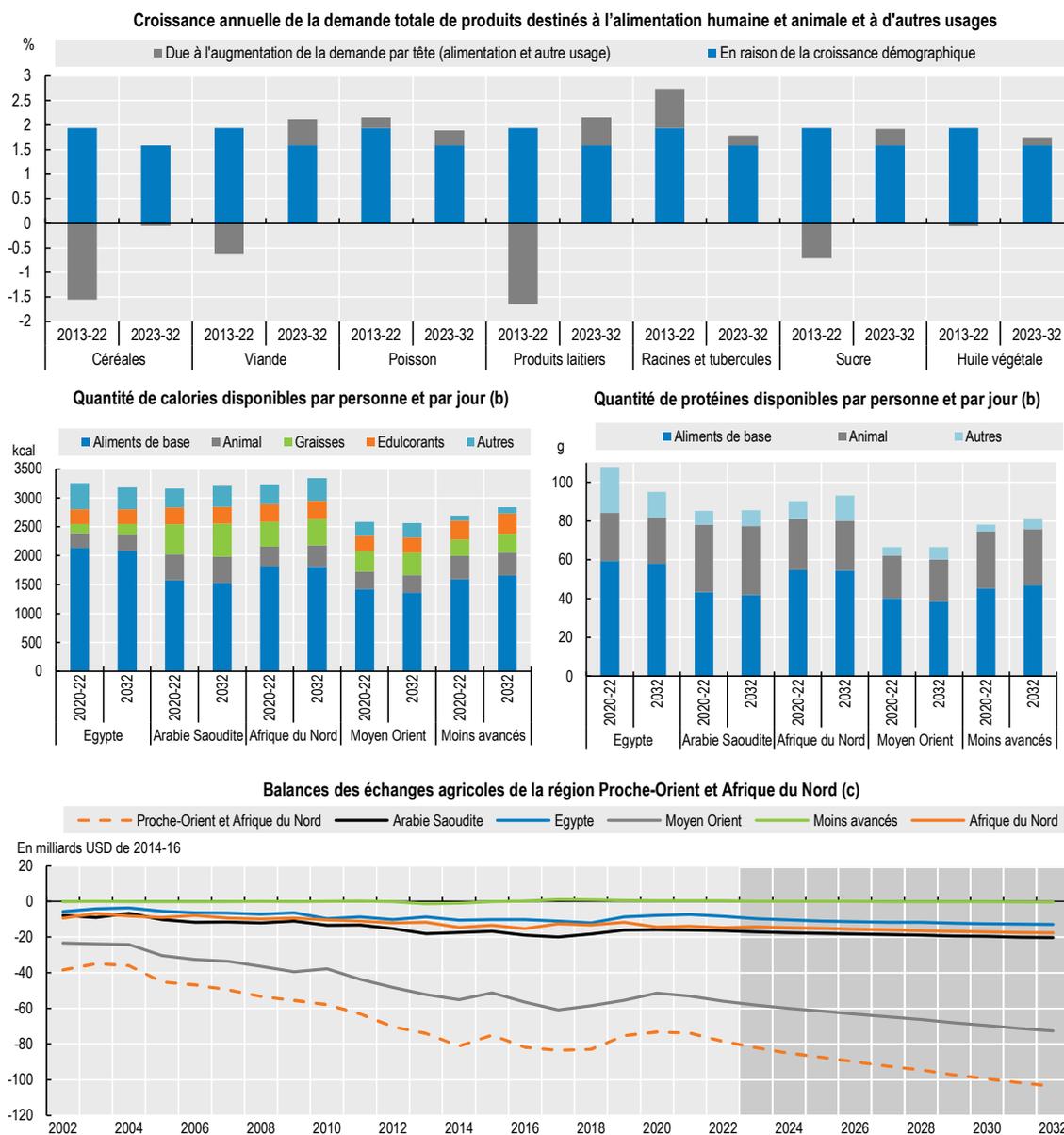
**Graphique 4. Production animale de la région Proche-Orient et Afrique du Nord**



Source : OCDE/FAO (2023), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO ; Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/q69o24>

**Graphique 5. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord**



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; Aliments d'origine animale : œufs, poisson, viande et produits laitiers hors beurre ; Aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur la valeur de la production agricole, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/7mstfx>

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Proche-Orient et Afrique du Nord

	Moyenne			%	Croissance <sup>2</sup>	
	2010-12	2020-22 (référence)	2032		Référence à 2032	2010-12
Hypothèses macroéconomiques						
Population ('000)	349 438	426 622	510 419	19.64	1.94	1.58
PIB par habitant <sup>1</sup> (kUSD)	6.37	6.41	7.76	21.14	-0.29	1.68
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole <sup>3</sup>	62.4	78.4	91.9	17.20	2.02	1.46
Valeur nette de la production végétale <sup>3</sup>	24.9	31.0	35.3	13.74	1.93	1.04
Valeur nette de la production animale <sup>3</sup>	27.0	30.7	38.2	24.14	0.77	2.14
Valeur nette de la production halieutique et aquacole <sup>3</sup>	10.5	16.6	18.5	10.84	4.88	0.92
Quantité produite (kt)						
Céréales	49 624	49 947	60 254	20.64	-1.61	0.94
Légumineuses	1 616	1 944	2 188	12.52	2.47	1.68
Racines et tubercules	2 959	4 002	4 946	23.60	2.68	1.93
Oléagineux <sup>4</sup>	1 023	1 052	1 148	9.12	-0.52	0.93
Viande	6 882	8 439	10 798	27.95	2.27	2.39
Produits laitiers <sup>5</sup>	3 514	3 426	4 148	21.07	0.08	1.87
Produits halieutiques et aquacoles	3 720	5 900	6 539	10.82	4.91	0.92
Sucre	3 056	3 252	3 330	2.40	-0.98	1.66
Huile végétale	1 514	2 264	2 644	16.78	6.05	0.93
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	0.02	0.02	0.04	116.15	0.00	0.79
Éthanol	525	556	687	23.67	1.21	1.94
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	459 460	419 365	421 625	0.54	0.13	0.05
Superficie totale affectée à la production végétale <sup>6</sup>	44 669	51 020	52 174	2.26	1.19	0.20
Superficie totale des pâturages <sup>7</sup>	414 791	368 345	369 450	0.30	-0.01	0.03
Émissions de GES (Mt éq. CO <sub>2</sub> )						
Total	178	188	198	5.44	0.20	0.45
Imputables à la production végétale	25	26	25	-3.24	0.41	0.09
Imputables à la production animale	153	162	173	6.82	0.17	0.50
Demande et sécurité alimentaire						
Disponibilité quotidienne en calories par habitant <sup>8</sup> (kcal)	2 908	2 914	2 921	0.23	-0.30	0.28
Disponibilité quotidienne en protéines par habitant <sup>8</sup> (g)	81.4	84.2	81.3	-3.51	0.3	0.3
Disponibilité alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base <sup>9</sup>	213.1	209.3	206.7	-1.22	-0.30	-0.17
Viande	18.0	17.6	18.7	6.09	-0.58	0.49
Produits laitiers <sup>5</sup>	12.4	10.9	11.6	5.89	-1.69	0.56
Produits halieutiques et aquacoles	11.2	11.4	12.3	8.07	-0.79	0.58
Sucre	32.5	31.0	31.9	2.99	-0.93	0.29
Huile végétale	10.8	11.2	12.5	10.88	-1.11	0.79
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets <sup>3</sup>	-64	-75	-104	37.74	..	..
Valeur des exportations <sup>3</sup>	22	34	39	13.76	4.27	1.15
Valeur des importations <sup>3</sup>	86	109	142	30.28	0.94	2.19
Taux d'autosuffisance alimentaire <sup>10</sup>						
Céréales	40.7	36.3	36.8	1.40	-1.30	-0.48
Viande	66.6	67.9	68.6	1.14	0.93	0.26
Sucre	25.8	22.4	19.9	-11.08	-1.75	0.00
Huile végétale	22.0	25.6	23.8	-7.14	4.0	-0.8

Notes : 1. PIB par habitant en USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir le glossaire). 3. La valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole est calculée selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo et des valeurs des prix de référence internationaux moyens pour 2014-16. 4. Les oléagineux désignent le soja et les autres graines oléagineuses. 5. Les produits laitiers comprennent le beurre, le fromage, les poudres de lait et les produits laitiers frais, exprimés en équivalent extrait sec. 6. La superficie des terres cultivées rend compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Les pâturages désignent les terres disponibles pour le pacage des ruminants. 8. Les calories/protéines quotidiennes par habitant représentent la consommation alimentaire par habitant et par jour, et non la quantité absorbée. 9. Les aliments de base sont les céréales, les oléagineux, les légumineuses, les racines et les tubercules. 10. Le taux d'autosuffisance est calculé comme suit :  $\text{production} / (\text{production} + \text{importations} - \text{exportations}) * 100$ .

Source : FAO (2023). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2023), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

## Notes

<sup>1</sup> Moyen-Orient : Arabie saoudite et autres pays d'Asie occidentale. Les moins avancés : pays d'Afrique du Nord les moins avancés. Afrique du Nord : autres pays d'Afrique du Nord. Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

<sup>2</sup> Source OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, en utilisant les données sur les dépenses alimentaires et les PIB de ces *Perspectives*.

<sup>3</sup> Fuglie, K. (2015). « Accounting for growth in global agriculture » *Bio-based and Applied Economics*, 4 (3): 221-254. (mis à jour avec les données de 2019, USDA, regroupement des pays par région).